



Moissons de fer : un lourd héritage

▶ A l'Ouest de l'Europe, la Grande Guerre s'est concentrée le long d'une ligne de front de 700 km.

▶ 1455 millions d'obus y ont été tirés dont 30 à 40 % n'ont pas explosé. Certains sont toxiques...

Enquête Isabelle Masson-Loodts

Le travail d'évacuation des munitions encore présentes sur les champs de bataille n'a pas cessé, depuis 1918. Chaque année, les services de déminage belges (SEDEE) enlèvent 200 à 250 tonnes de munitions provenant des deux guerres mondiales.

L'unité de Poelkapelle, située au cœur de l'ancienne zone de conflit, est devenue experte dans la récupération et le traitement des obus toxiques. Le centre de démantèlement, entré en fonction en 2000, est muni d'outils d'identification (rayons X et spectrométrie gamma) et de démantèlement adaptés aux différents types d'obus pour respecter à la fois la sécurité du personnel et les normes environnementales, est cité en exemple par nos voisins français...

"En France, chaque année, les services de déminage recueillent 500 à 800 tonnes de munitions anciennes", explique Robin des Bois. L'association écologiste française a publié fin août 2012 son nouvel inventaire des déchets de

guerre découverts de début 2008 à fin 2011 dans les 7 régions du nord et de l'est de la France... Cette liste de 566 découvertes n'est pas exhaustive, mais Robin des Bois estime qu'elle "révèle l'insuffisance des moyens humains, financiers et techniques disponibles" pour gérer cette problématique... "On fait exploser les munitions chimiques à ciel ouvert dans des fourneaux qui libèrent des substances toxiques dans l'atmosphère. Leurs retombées sur les sols et leurs impacts sur la faune et la flore ne sont pas recherchés ni pris en compte. Les munitions qui ne sont pas déclenchées sont entposées dans le camp militaire de Suippe dans la Marne en attendant l'ouverture d'une usine spécialisée, toujours retardée, et pourtant prescrite par la convention sur la destruction des armes chimiques. Quant aux munitions explosives qui restent enfouies dans le sol, elles libèrent de plus en plus d'éléments polluants au fur et à mesure que l'enveloppe se dégrade sous l'effet de la corrosion."

Une publication réalisée en 2007 par les scientifiques allemands Johannes Preuss et Tobias Bausinger, de l'Université Gutenberg de Mayence, a fait couler beaucoup d'encre en révélant que sur le site de "La Place à Gaz", au nord-est de Verdun, 200 000 obus chimiques incinérés en 1928 ont pollué le sol de façon intense et durable.

Les prélèvements effectués par les scientifiques dans la zone de 70 m de diamètre de terre noire et privée de toute végétation, ont révélé des taux très élevés d'arsenic, de plomb, et d'autres métaux lourds. Depuis lors, l'Office national des forêts a clôturé la zone et placé un panneau en interdisant l'accès, mais il a fallu attendre le 3 septembre dernier pour qu'un arrêté

préfectoral interdise officiellement cet accès. Une demande de financement vient également d'être faite par la préfecture au niveau régional pour une étude d'interprétation de l'état des milieux et une analyse des solutions de dépollution possibles pour aboutir à un plan de gestion. Difficile par contre de savoir si le personnel qui a occupé régulièrement une cabane de forestier sur le site a pu bénéficier d'un suivi de santé rapproché... "L'exposition chronique à l'arsenic est un facteur reconnu de risque de cancer", souligne Tobias Bausinger, qui estime que le cas de La Place à Gaz n'est pas isolé. Le scientifique a ainsi pu analyser un site comparable dans la région d'Ypres, au cjur d'un champ de maïs...

En Belgique, un rapport sur la pollution des sols par les déchets de la Grande Guerre a été publié en 2009 par l'Université de Gand (UGent). "Nos analyses ont montré que la Première Guerre mondiale était sans doute responsable d'une augmentation régionale des concentrations en Cu, Zn et Pb, mais sans que l'on puisse considérer ces sols comme contaminés, car les seuils de concentration ne sont pas dépassés", commente le professeur Marc Van Meirvenne (UGent). Le phénomène est désormais reconnu, mais pas comme une menace pour la santé publique."

L'analyse ne fait pas mention d'arsenic, bien que le professeur Van Meirvenne ait eu des contacts avec Tobias Bausinger et pris connaissance de son étude publiée en 2005 dans le Bulletin of Environmental Contamination and Toxicology. "Il n'est pas prévu pour le moment que l'on fasse de nouvelles études sur ce sujet", conclut Marc Van Meirvenne.

Tant au niveau fédéral qu'à l'échelon régional, personne ne semble s'inquiéter des pollutions qui contaminent peut-être des denrées cultivées sur l'ancienne ligne de front.

→ Mardi, découvrez le dernier volet de cette série : "La résilience écologique des champs de bataille"

Un dépôt marin encombrant

▶ Une zone de la mer du Nord est devenue un véritable dépotoir à munitions.

Déversées en 1919 sur le banc de sable du Paardenmarkt, au large de Knokke-Heist, 35000 tonnes de munitions, dont un tiers probablement chargé de toxiques, ont sombré dans l'oubli en même temps que dans l'eau. En 1971, des travaux de dragage rappelèrent la présence du dépôt d'obus dans cette zone d'1,5 km² signalée sur les cartes maritimes par une interdiction de pêche et d'ancrage. En 1998, la zone d'interdiction a été étendue à un pentagone de 3 km². "Avec l'UGMM, une dizaine de services

universitaires, et le laboratoire de la défense (DLD), accrédité par l'Otan, on évalue les risques liés à la dégradation des obus", explique Robert Martens, en charge de ce dossier au sein du SPF Santé publique. A l'heure actuelle, selon ces analyses, les taux de toxiques et métaux lourds dégagés seraient infimes, dilués dans l'eau de la Mer du Nord, et la dégradation des obus s'étalerait sur plusieurs centaines d'années. "Le monitoring a lieu chaque année, ce qui nous laisse le temps de réagir si on constate une augmentation. C'est un bon système d'alerte précoce", estime de son côté Marijn Rabaut, expert au Cabinet du ministre fédéral de la Mer du Nord. L'ampleur des travaux envisagés pour résoudre le problème du Paardenmarkt ne pousse-t-elle pas les autorités à minimiser le risque ? La couverture du dépôt par une île a été évaluée à

405 millions d'euros (en 2002). L'évacuation des obus et leur démantèlement, sur base d'une estimation de "3 000 000 d'obus évacués à raison de 2 000 par semaine, demanderaient 1 500 semaines de travail, soit 30 années, sans compter que nous n'avons pas actuellement une capacité suffisante pour démanteler ceux-ci", commente Robert Martens. Reste la possibilité du capping (une couverture sous-marine) ou de la construction de digues autour du dépôt. "Les techniques changent vite. Comme on ne détecte rien pour l'instant, le mieux est d'attendre, tant qu'il ne se passe rien", juge M^r Martens... Cette attente tient-elle compte des changements climatiques, ainsi que le suggérerait un rapport du Renard Centre of Marine Geology publié en 2002 ? "Le réchauffement de la terre entraînera une

augmentation de la fréquence des tempêtes et, par-là même, du risque d'une catastrophe maritime. L'élévation du niveau des mers peut induire [...] un danger croissant de pollution de la nappe aquifère dans la zone côtière." Le risque serait pris en compte par la Flandre dans ses études en prévention de la fameuse "tempête du millénaire", prédite par les statistiques. Pour l'instant, du côté du Ministère de la Mer du Nord comme du SPF Santé publique, l'heure n'est pas à l'inquiétude. "Des études ont montré que le risque d'échouage sur le Paardenmarkt est quasi nul. La question climatique n'est pas d'actualité en ce moment, et les munitions sont encore couvertes par le sable", conclut Robert Martens... I. M-L.

Repères

Quel fut l'impact environnemental de la Première Guerre mondiale, premier conflit à échelle industrielle de l'Histoire ? A-t-on hérité de ses bouleversements ? Comment la nature se relève-t-elle des ravages de la guerre ? Tel est le thème au cœur de "Paysages en bataille", une enquête réalisée avec le soutien du Fonds pour le journalisme de la Communauté française que "La Libre" vous propose de découvrir en avant-première. Ce travail se poursuit sur : www.paysagesenbataille.be

Fonds pour le journalisme

Zoom

Une guerre sans fin

"Les obus qui affleurent dans le sol ne sont pas moins nombreux avec le temps", constate un démineur du Service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs (SEDEE) de Poelkapelle. "Les plus gros se sont enfoncés à 5 ou 6 mètres de profondeur. Or non seulement ils ont tendance à remonter avec le temps, mais les machines utilisées pour travailler le sol vont de plus en plus en profondeur."

Le SEDEE reçoit environ 3 250 demandes d'enlèvement par an, un chiffre qui ne diminue pas. En ce jour d'octobre où nous avons suivi une équipe de démineurs, leur planning comprenait l'enlèvement de neuf obus de la Première Guerre mondiale, dont un peut-être encore chargé, retrouvés dans une entreprise agroalimentaire de la région de Mouscron, au milieu d'un tas de pommes de terre.

"C'est de la routine dans la région", remarque un membre de l'équipe. "Et malheureusement, les gens qui vivent ici sont habitués à ça. Or cette habitude crée un risque..."

Plus tard dans la journée, les démineurs ramasseront quatorze obus posés par un fermier sur le bord du chemin qui mène à sa petite ferme du Westhoek... Les démineurs ne peuvent venir les chercher tant qu'une demande officielle, introduite par la police locale, n'a pas été envoyée par la police à l'État-major de Meerdaal. Parfois, les hommes du SEDEE sont confrontés à une impossibilité juridique d'assainir des terrains : "A 100 mètres du dépôt de munitions de Dadizele, découvert en 2004 et dont les 70 tonnes de munitions ont depuis lors été démantelées, on sait qu'il reste 100 T de munitions, mais le propriétaire ne souhaite pas les faire enlever. Seul un juge pourrait exiger cela...", confie l'un d'entre eux. D'autres dépôts sur des terrains privés posent le même type de problème. I. M-L.